

## Le Burundi se réjouit de son retrait de l'agenda du Conseil de sécurité de l'ONU

@rib News, 05/12/2020 Source Agence Anadolu Les autorités burundaises accueillent avec « enthousiasme », la décision du Conseil de sécurité de l'ONU de retirer le Burundi de son agenda. a indiqué le ministre burundais des Affaires étrangères. Le retrait du Burundi a été proposé vendredi par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Réagissant à cette proposition dans une déclaration sur son compte twitter officiel, le MAE du Burundi, Albert Shingiro a déclaré « j'accueille avec enthousiasme la déclaration présidentielle du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur le retrait formel du Burundi de l'agenda du Conseil de Sécurité. Mes profonds remerciements aux pays membres du Conseil qui ont appuyé la demande légitime du Burundi ». Sur son site officiel, le Conseil de sécurité de l'ONU a déclaré vendredi, qu'il est temps, pour l'ONU, de retirer le Burundi de l'agenda du Conseil de sécurité de l'ONU, à l'entrée d'une nouvelle phase du pays. « En ce début d'une nouvelle phase pour le Burundi, le Conseil prie le Secrétaire général de cesser de faire rapport périodiquement sur la situation au Burundi. La situation dans ce pays sera désormais couverte dans le cadre des rapports réguliers du Secrétaire général sur la Région des Grands Lacs et l'Afrique centrale », précise le texte. Arguant que la situation sécuritaire est déjà normalisée, les nouvelles autorités burundaises issues des élections de 2020 ne cessaient de demander à l'ONU de retirer le Burundi de l'agenda du Conseil de sécurité. Vincent Nyamitwe, Conseiller Principal du Président burundais, a estimé pour sa part qu'il s'agit d'une « grande victoire pour le Burundi ». En septembre 2016, l'ONU avait mis en place une commission d'enquête sur la situation des droits de l'homme au Burundi au plus fort d'une grave crise née de la décision de l'ancien président Pierre Nkurunziza d'exercer un 3<sup>e</sup> mandat jugé illégal. Depuis lors, cette Commission produit, régulièrement, des rapports sur la situation des droits de l'homme dans le pays. En novembre dernier, le ministre burundais des Affaires étrangères a annoncé la « fermeture » d'ici le 31 décembre du bureau local de l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU au Burundi. En février 2019, Gitega a fermé le Bureau local du Commissariat de l'ONU pour les droits de l'homme. En mai dernier, le Burundi a aussi expulsé quatre experts de l'OMS (Organisation mondiale de la Santé), en pleine crise du coronavirus. Le Burundi est aussi désengagé de la Cour pénale internationale, CPI, en octobre 2017.